



## Conseil économique et social

Distr. générale  
4 juin 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

### Débat de haut niveau

### Compte rendu analytique de la 28<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 21 mai 2018, à 10 heures

*Président :* M<sup>me</sup> Marie Chatardova. . . . . (Tchéquie)

## Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour : débat de haut niveau

c) Forum pour la coopération en matière de développement

*Session 1 : « Renforcement de la viabilité et de la résilience grâce à la coopération pour le développement »*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org)).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-08128 (F)



Merci de recycler



*La séance est ouverte à 10 h 10.*

## **Point 5 de l'ordre du jour : débat de haut niveau**

### **c) Forum pour la coopération en matière de développement (E/2018/55)**

#### *Déclarations liminaires*

1. **La Présidente** déclare ouvert le Forum pour la coopération en matière de développement du Conseil économique et social, tenu dans le cadre de la session de 2018 du Conseil. Les inégalités, les migrations, les changements climatiques, la montée de l'extrémisme violent et du populisme et le rétrécissement de l'espace civique menacent les acquis péniblement obtenus dans le domaine du développement. Toutefois, la coopération au service du développement peut contribuer à l'inversion de ces tendances et à la promotion du développement durable pour tous. L'appui au renforcement des capacités, la mise en commun du savoir-faire technique et les partenariats multipartites sont, en sus des ressources financières nécessaires, essentiels à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

2. Le Forum de 2018 est l'aboutissement de préparatifs de longue haleine, qui ont notamment inclus l'organisation d'un colloque et la réalisation d'une enquête. Les suggestions et les recommandations fécondes qui y seront formulées seront présentées en juillet 2018 au Forum politique de haut niveau pour le développement durable. L'un des enjeux déterminants consistera à répondre à cette question : comment faire en sorte que les stratégies nationales et l'appui fourni aux pays en développement soient conformes aux aspirations énoncées dans le Programme 2030.

3. **La Vice-Secrétaire générale** souligne qu'en dépit des progrès remarquables qui ont été accomplis, il reste beaucoup à faire pour édifier des sociétés durables et résilientes. À l'échelle mondiale, 767 millions de personnes vivent avec moins de 1,90 dollar par jour et quelque 793 millions sont sous-alimentées. En 2015, toujours à l'échelle mondiale, plus de 300 000 femmes sont mortes pendant la grossesse ou l'accouchement et 5,9 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans sont décédés. La plupart de ces décès ont été imputés à des causes évitables. Les inégalités entre les sexes demeurent profondément enracinées et, dans toutes les sociétés, les femmes et les filles sont victimes de violence. Les taux de chômage enregistrés parmi les jeunes demeurent alarmants. En 2014, à l'échelle mondiale, 9 % des enfants en âge d'être inscrits dans le primaire n'étaient pas scolarisés. Plus de 2 milliards de personnes vivent dans un pays soumis à un stress hydrique extrême et neuf citoyens sur 10 sont exposés à

la pollution atmosphérique. En raison des catastrophes naturelles dont il est la cause, le réchauffement de la planète se traduit par des pertes annuelles comprises entre 250 et 300 milliards de dollars.

4. Il faut progresser davantage dans le domaine de l'énergie durable et accroître l'investissement dans les infrastructures durables. Un enseignement de qualité doit être mis à la portée de tous. Les pays les moins avancés et les autres pays en situation particulière reçoivent trop peu d'aide publique au développement (APD) et ne bénéficient guère non plus d'autres modalités de financement du développement, telles que les financements mixtes. Les partenaires de développement devraient se donner pour priorités d'honorer leurs engagements en ce qui concerne l'APD et d'améliorer la qualité de cette aide, ainsi que de collaborer avec les gouvernements et les parties prenantes afin d'en renforcer l'efficacité. Des mesures ciblées s'imposent pour lever les obstacles qui maintiennent les femmes, les jeunes, les populations autochtones, les personnes handicapées, les réfugiés et les autres groupes vulnérables en marge de la société. Il est crucial de ne laisser personne de côté pour assurer à tous une vie digne, endiguer la montée du populisme et de l'extrémisme violent et pérenniser la paix.

5. Les gouvernements ne pourront à eux seuls atteindre les objectifs ambitieux qui sont énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il faut faire davantage pour favoriser la constitution de partenariats et faciliter l'alignement sur le Programme 2030 des institutions, mais aussi des politiques et mesures mises en œuvre. Le secteur privé a un rôle crucial à jouer dans la promotion de l'innovation, du renforcement des capacités et de la mise au point et du transfert de technologies ; il lui incombe aussi d'accroître massivement le volume des investissements. Les partenariats multipartites sont, plus que les autres, de nature à produire des résultats plus efficaces et durables en faveur du développement. S'agissant des financements mixtes, les partenariats et les accords d'investissement public-privé doivent s'accompagner de cadres réglementaires solides, d'une comptabilité publique transparente et d'une gestion appropriée du risque.

6. La coopération Sud-Sud donne des résultats durables, et des stratégies visant à intensifier rapidement sa contribution à la réalisation des objectifs de développement durable seront examinées à la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, qui se tiendra à Buenos Aires en 2019.

7. La mise en œuvre du Programme 2030 est une responsabilité collective. C'est la raison pour laquelle l'ONU s'emploie à repositionner son système de développement afin d'en améliorer la cohérence, l'efficacité et la transparence au niveau national. Il est capital de renforcer la capacité du système de soutenir la mise en œuvre du Programme 2030, qui requiert des mesures et un financement d'une ampleur sans précédent. L'Organisation des Nations Unies est déterminée à envisager les partenariats avec plus de pragmatisme pour aider les pays en développement à mobiliser les ressources, les compétences et les technologies dont ils ont besoin pour atteindre les objectifs de développement durable.

8. **M. Liu Zhenmin** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales), présentant le rapport du Secrétaire général sur les tendances et progrès en matière de coopération internationale pour le développement (E/2018/55), estime que la coopération au service du développement doit rester axée sur la mise en œuvre du Programme 2030. Les pays dotés de capacités limitées, en particulier, ont besoin d'aide pour passer de la simple gestion des catastrophes à la réduction des risques et au renforcement de la résilience. Les stratégies nationales de développement durable et les politiques de coopération pour le développement permettent de mieux adapter celle-ci aux besoins des pays bénéficiaires. Les principaux aspects à traiter sont le développement des capacités, le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures, la production de données de grande qualité et la promotion de stratégies et de politiques gérées par les pays eux-mêmes dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation.

9. Le financement mixte présente un potentiel considérable, mais l'APD demeure une source vitale de financement du développement. Le recours à cette aide pour les projets de financement mixte doit être guidé par les principes régissant une coopération efficace au service du développement. Il est préoccupant de constater que l'on consacre de moins en moins d'APD aux dépenses sociales. Il est impératif d'amener le secteur privé à s'aligner sur les principes du développement durable, d'élargir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et d'intensifier la participation de la société civile, des parlementaires et des autorités locales au suivi de l'action menée, entre autres.

10. **M. Heimans** (cofondateur et président-directeur général de Purpose), prononçant le discours liminaire, rappelle que la coopération au service du développement est traditionnellement organisée du sommet vers la base, c'est-à-dire que les donateurs sont

en position d'autorité tandis que les bénéficiaires sont, en comparaison, passifs et s'accommodent de ce qui leur est proposé. Cette approche prive de capacité d'action ceux-là mêmes dont la vie a besoin d'être transformée. Toutefois, grâce aux avancées technologiques, les populations ont de nouveaux moyens d'imposer leur volonté, au service d'une cause de leur choix. En témoigne la campagne lancée sur les médias sociaux par un élève de 11 ans, au moyen d'un simple téléphone mobile, pour sauver une école de Rio de Janeiro (Brésil) qui était promise à la démolition à l'approche des Jeux olympiques de 2016. Cette campagne, appuyée par Purpose, a non seulement convaincu le maire de la ville d'annuler l'ordre de démolition, mais elle a également permis d'engager un vaste débat public sur la nécessité d'un développement plus responsable à l'approche des Jeux. On peut également citer en exemples le mouvement #metoo contre le harcèlement sexuel, ainsi qu'un mouvement social de lutte contre la violence sexuelle en Inde. De même, la vague de solidarité qui a incité des foyers de toute l'Europe à accueillir des réfugiés à leur arrivée en 2015 avait été déclenchée par une campagne menée sur les médias sociaux. Certes, des mouvements populistes et nativistes ont également pris conscience du pouvoir des médias sociaux et les utilisent avec succès pour parvenir à leurs fins.

11. Nombre de mouvements nés de campagnes lancées sur les médias sociaux se caractérisent par l'absence de direction centralisée. Chacun est donc libre d'adapter ces campagnes à sa propre situation ou au contexte culturel qui est le sien, et d'exploiter ainsi une dynamique mobilisatrice. L'ONU doit donc tirer parti du désir de ceux qui, dès leur plus jeune âge, souhaitent changer le monde, voire aiguïser cet appétit. L'une des façons d'y parvenir et d'inverser la tendance actuelle au déclin de la confiance dans les institutions consiste à s'inspirer de la logique des médias sociaux populaires en mobilisant les individus et en leur offrant la possibilité de façonner leur propre destinée. De la sorte, les institutions pourraient trouver auprès du grand public un appui précieux en faveur de la coopération au service du développement.

12. **M<sup>me</sup> Randel** (cofondatrice et conseillère stratégique de Development Initiatives), qui dirige le débat, observe que dans toutes les sociétés, la marche vers le progrès a fabriqué des laissés-pour-compte ; en l'espèce, ajoute-t-elle, la dialectique simpliste Nord-Sud n'est plus d'actualité.

13. **M. El Ashmawy** (observateur de l'Égypte), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, invite instamment tous les pays qui n'ont pas encore atteint l'objectif fixé par l'ONU, à savoir consacrer

0,7 % du revenu national brut à l'APD, à ne ménager aucun effort pour y parvenir. Les pays développés doivent honorer leurs engagements en appuyant les initiatives menées à l'échelle nationale aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable. Le déclin de l'aide programmable par pays porte préjudice au principe de prise en main par les pays bénéficiaires et aux efforts déployés pour adapter l'appui international aux priorités des pays en développement. La coopération Sud-Sud est à même de donner une forte impulsion à l'action menée au plan international en faveur du développement durable, mais ne saurait remplacer la coopération Nord-Sud. En outre, elle doit être guidée par certains principes bien établis : respect de la souveraineté, appropriation par les pays et indépendance nationale, égalité, non-conditionnalité, non-ingérence dans les affaires intérieures et profit mutuel.

14. La technologie joue un rôle au titre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, mais les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les petits États insulaires en développement, sont entravés par un manque de capacités et d'infrastructures. Il est nécessaire de garantir aux pays en développement, à des conditions favorables, un accès rapide, universel et abordable à l'informatique et aux communications, ainsi qu'au transfert de technologies.

15. Le Forum pour la coopération en matière de développement devrait être l'occasion de déterminer comment il serait possible de mieux aligner l'action menée par les institutions spécialisées et les institutions financières internationales sur l'engagement pris par la communauté internationale de concrétiser les objectifs de développement durable.

16. **M. Bin Momen** (observateur du Bangladesh), prenant la parole au nom des pays les moins avancés, indique que les capacités de ces pays ne leur permettent de parvenir qu'à un taux de croissance du produit intérieur brut de 4,8 % en moyenne, soit bien moins que le minimum de 7 % fixé dans la cible 1 de l'objectif de développement durable n° 8. Si les tendances actuelles se maintiennent, l'objectif consistant à éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030 ne pourra pas être atteint ; les pays les moins avancés, en particulier, en seront même très loin. Ces pays souffrent de carences considérables en matière d'investissement, notamment aux titres suivants : atténuation de la pauvreté, énergie durable, prestation de services publics, informatique et communications et adaptation aux changements climatiques.

17. L'aide publique au développement bilatérale, qui est leur principale source de financement extérieur, reste très en deçà de l'objectif fixé – consacrer entre 0,15 et 0,2 % du revenu national brut à l'APD destinée aux pays les moins avancés. Les partenaires de développement devraient s'efforcer de l'atteindre d'ici à 2030. Il est également nécessaire d'avancer dans la mise en place, sous les auspices des Nations Unies, d'un centre de soutien à l'investissement international pour les pays les moins avancés, qui contribuerait à stimuler l'investissement étranger direct. La Banque de technologies pour les pays les moins avancés aura besoin d'une assistance technique et de contributions financières soutenues de la part des États Membres. Les partenaires de développement et les partenaires commerciaux des pays récemment retirés de la liste des pays les moins avancés, ou sur le point de l'être, ne devraient soustraire leur appui que progressivement, de telle sorte que ce retrait n'ait pas d'incidence négative sur le développement des pays en question.

18. **M. Almino** (observateur du Brésil), appelant l'attention sur les paragraphes 9, 29, 38 et 41 du rapport du Secrétaire général, souligne qu'il importe d'affecter l'APD au secteur social et à la collecte de statistiques relatives aux progrès accomplis à la poursuite des objectifs de développement durable, dans les pays qui en ont le plus besoin. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire favorisent le passage d'une optique financière étroite à une conception plus large des partenariats, l'accent étant mis progressivement sur la coopération non financière. S'inspirant du modèle de la coopération trilatérale, le Brésil a défini des principes directeurs pour la coopération triangulaire. Les systèmes mis au point par les partenaires du Sud et mis en œuvre par les pays eux-mêmes pour évaluer la qualité et l'incidence des programmes relevant de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire devraient être portés à la connaissance de tous les pays.

19. **M. Heimans** (cofondateur et président-directeur général de Purpose) estime qu'en s'attachant à l'excès à déterminer si tel ou tel pays a ou non consacré 0,7 % de son revenu national brut à l'APD, on détourne l'attention de la nécessité plus immédiate de promouvoir le développement de la coopération multilatérale. Il faut faire preuve d'esprit d'initiative et d'audace pour relancer le débat sur la coopération au service du développement.

20. **M. Liu Zhenmin** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) insiste sur le rôle que le financement de la coopération en matière de développement, d'innovation et de science et de technologie doit jouer dans la mise en œuvre du Programme 2030. Une quatrième révolution industrielle

est en cours : l'avenir dira si tous en bénéficieront. Dans ce contexte, il importe de déterminer comment aider au mieux les pays pauvres à définir des stratégies et à développer leurs capacités pour qu'ils soient en mesure de parvenir à un développement durable.

21. **M<sup>me</sup> Randel** (cofondatrice et conseillère en stratégie de Development Initiatives) note que le Programme 2030 énonce ce qu'il convient d'accomplir ; par contraste, le souci de ne laisser personne de côté implique de venir en aide aux quelque 20 % de la population mondiale qui ne recueillent que 1 % du revenu mondial. Dans cette optique, si on veut éviter que ces personnes soient repoussées davantage encore aux marges de la société, il faut agir sans plus tarder, non seulement dans le secteur social, mais aussi dans les domaines de la technologie et de l'énergie.

22. **M. Asthana** (Inde) dit qu'il faut définir plus clairement ce que représente l'aide publique au développement. La tendance à considérer que le financement de l'action climatique en fait partie est contraire à l'esprit des Accords de Cancún. Si tous les pays développés qui s'étaient engagés à consacrer 0,7 % de leur RNB à l'APD l'avaient fait à l'échéance de 2013, le montant de l'aide effectivement octroyée aurait été supérieur de 184 milliards de dollars. La coopération Nord-Sud reste l'épine dorsale de la coopération au service du développement.

23. **M. Moraru** (République de Moldova) déclare qu'un conseil commun créé dans son pays en 2011 favorise la concertation entre le gouvernement, les partenaires de développement et les représentants du secteur privé et de la société civile pour ce qui a trait au développement durable, conformément aux priorités nationales. Étant donné l'ampleur de l'investissement requis pour atteindre les objectifs du Programme 2030, la coopération au service du développement demeure essentielle. Pour qu'il soit possible de renforcer les capacités existantes et de garantir l'efficacité des institutions, l'appui des partenaires de développement sera indispensable. Il est encourageant de constater qu'on s'emploie aujourd'hui davantage à mobiliser les ressources du secteur privé ; le financement mixte et les partenariats public-privé seront cruciaux pour le développement durable.

24. **M. de Fraia** (ActionAid) observe qu'au fil de l'évolution des politiques de coopération au service du développement et des modalités de cette coopération, on mesure mieux, de nouveau, l'importance que revêtent l'APD et les financements à des conditions de faveur. Sous leur forme actuelle, les dispositifs de financement mixte ne pourront répondre à eux seuls aux besoins des pays les moins avancés et des petits États insulaires en

développement. Dans son rapport, le Secrétaire général a lancé un appel bienvenu à la définition claire de principes régissant ce type de financement, encore embryonnaires à ce stade.

25. **M<sup>me</sup> Palomares** (Reality of Aid) déplore le déclin de l'aide programmable par pays observé ces dernières années. Les montants alloués à l'APD ne couvrent même pas le coût de l'achat de biens et de services aux pays donateurs – condition dont est assortie une partie de l'aide octroyée – avec pour conséquence que les principaux bénéficiaires de l'aide sont les donateurs eux-mêmes. Il est temps d'arrêter de se concentrer sur le volume de l'aide octroyée sans tenir compte des contreparties associées à la mobilisation de fonds par les donateurs. En plus de s'efforcer d'honorer leur engagement de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'APD, ceux-ci devraient s'assurer que l'aide sert vraiment à réduire la pauvreté et les inégalités.

26. **M. Momeni** (République islamique d'Iran) dit que le développement est une entreprise de longue haleine et qu'il serait intéressant d'en savoir davantage sur la stratégie du Département des affaires économiques et sociales, et de l'ONU en général, à cet égard.

27. **M. Liu Zhenmin** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) rappelle que le Secrétaire général a appelé de ses vœux la restructuration du système des Nations Unies pour le développement. Les priorités du Département des affaires économiques et sociales sont étroitement alignées sur le Programme 2030, et les organismes des Nations Unies élaboreront des stratégies adéquates par l'intermédiaire du Groupe des Nations Unies pour le développement. Toutefois, c'est aux États Membres qu'il appartient de mettre en œuvre le Programme 2030. La tâche de l'ONU consiste à mobiliser l'appui voulu pour les y aider.

28. **M<sup>me</sup> Randel** (cofondatrice et conseillère en stratégie de Development Initiatives) précise que l'APD ne représente certes que 8 % des flux financiers à destination des pays en développement mais qu'elle n'en reste pas moins la source la plus importante de financement du développement pour certains pays. Les inquiétudes exprimées quant au risque de dilution et de détournement de l'aide doivent être prises au sérieux. Il importe non seulement de mettre au point les modalités les plus efficaces de mobilisation de l'APD, de manière à encourager d'autres formes de financement, mais également de réfléchir à la manière dont les 92 % restants des ressources mobilisées à l'échelle mondiale au titre du financement de l'aide et les 99,7 % des ressources des pays donateurs qui ne sont pas allouées à



l'APD peuvent être utilisés pour la mise en œuvre du Programme 2030.

*Session 1 : « Renforcement de la viabilité  
et de la résilience grâce à la coopération  
pour le développement »*

29. **M. Miranda** (Vice-Ministre de la coopération au service du développement d'El Salvador), participant, déclare que le coût de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à leurs effets constitue un fardeau budgétaire sans précédent pour les pays en développement. Pourtant, ceux-ci continuent de ne recevoir qu'une part relativement modeste des fonds affectés à l'action climatique, qui demeurent l'apanage du monde développé et des organisations internationales. Le principe de l'accès efficace aux ressources financières, tel qu'énoncé dans l'Accord de Paris, est déterminant pour que les pays qui ont le plus besoin d'assistance soient en mesure de faire face aux changements climatiques.

30. Les priorités des politiques nationales de développement devraient constituer le socle de la coopération internationale au service du développement, et il est essentiel que les pays donateurs atteignent l'objectif consistant à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'APD. À cet égard, la situation des pays à revenu intermédiaire, en particulier en Amérique latine, appelle un examen plus approfondi ; le revenu par habitant n'est pas un indicateur adéquat pour mesurer le développement d'un pays. Le Groupe intergouvernemental d'experts en financement du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a présenté plusieurs types de modalités de financement qui sont susceptibles de contribuer à la mise en œuvre du Programme 2030. Les formes novatrices et complémentaires de financement, dont le financement mixte, les partenariats public-privé, les échanges de dettes, les prêts et subventions et les envois de fonds, revêtent un caractère crucial. La réalisation des objectifs de développement durable dépendra aussi de la qualité de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Un projet a été lancé en El Salvador, en collaboration avec le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, qui consiste à déterminer les meilleurs moyens de faire participer le secteur privé au programme de développement.

31. **M. Kyslytsya** (Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine), participant, considère que les conflits pourraient stimuler la recherche de solutions à des problèmes de développement qui, en temps de paix, ne reçoivent pas forcément toute l'attention politique requise. Les pays en conflit doivent saisir les

possibilités que présentent des situations extrêmes de ce type, plutôt que se contenter d'attendre le retour de la paix. En Ukraine, les femmes apportent une contribution croissante au règlement des difficultés du pays et continueront de le faire après que la guerre aura pris fin. Elles sont de plus en plus nombreuses, par exemple, dans le secteur de la sécurité. Toutefois, le conflit a aggravé l'incidence de la violence domestique ; en effet, des milliers de soldats démobilisés qui rentrent chez eux ne trouvent pas d'emploi et se tournent vers l'alcool, la drogue et la criminalité. Pour toutes ces raisons, il est devenu particulièrement important de mieux protéger les droits des femmes.

32. **M. Tiwana** (Alliance mondiale pour la participation citoyenne) demande ce qui pourrait être fait pour que les législations nationales soient conformes au cadre international de défense des droits de l'homme, ce qui permettrait à des organisations de la société civile d'avoir accès aux fonds dispensés au titre de l'aide publique au développement.

33. **M. Sinirlioğlu** (Turquie) estime que la coopération entre la Turquie et la Somalie est une illustration concrète de la nouvelle méthode de travail mise au point lors du premier Sommet mondial sur l'action humanitaire, organisé par la Turquie en 2016. Des médecins, ingénieurs et enseignants turcs travaillent aux côtés de leurs homologues somaliens à divers titres (assistance humanitaire et au service du développement, renforcement des capacités...). En 2017, la Turquie a consacré 8,1 milliards de dollars à l'APD, soit l'équivalent de 0,95 % de son revenu national brut. Environ 80 % de cette aide sont affectés au secteur social. La part de l'APD allouée à l'éducation de base a augmenté, en particulier en Afghanistan, où la Turquie a bâti et équipé 90 écoles pour filles et garçons. L'aide humanitaire fournie par la Turquie a doublé en deux ans, pour atteindre 7,2 milliards de dollars en 2017. Entre 2010 et 2017, la Turquie a alloué 2,1 millions de dollars à l'assistance aux pays les moins avancés. La Banque de technologies pour les pays les moins avancés sera inaugurée en juin 2018. Elle se concentrera initialement sur l'évaluation des besoins technologiques et sur les questions liées à l'accès à la recherche numérique. Tous les États Membres et les partenaires sont invités à appuyer les travaux de la Banque.

34. **M. Javier García** (observateur de la République dominicaine) affirme que le transfert de technologies a un rôle crucial à jouer pour aider les petits États insulaires en développement à faire face aux changements climatiques et à leurs incidences sur l'agriculture et sur la disponibilité des ressources naturelles. En plus d'augmenter l'APD, il convient de trouver des moyens de combiner coopération

triangulaire et coopération Sud-Sud. En dépit de l'idée répandue selon laquelle il ne s'agirait que de compléments de la coopération Nord-Sud, leurs effets en Amérique latine et dans les Caraïbes sont considérables, notamment en termes de développement industriel et de transfert de technologies.

35. **M. Gehlen** (Allemagne) insiste sur la nécessité de se concentrer sur la recherche des moyens les plus efficaces de répondre aux besoins des pauvres. Les objectifs ultimes de la coopération au service du développement sont souvent occultés par le débat politique. La création d'une plateforme commune pour la mise en œuvre du développement durable au profit de tous est une responsabilité partagée.

36. **M. McConnell** (observateur de l'Union interparlementaire) note que la propagation des conflits, qui ont des répercussions dramatiques sur le développement, et l'accroissement des flux migratoires constituent des obstacles considérables à la réalisation des objectifs de développement durable. Il est donc essentiel d'atteindre l'objectif 16 (prévenir les conflits). Des institutions démocratiques et transparentes sont vitales pour la prévention des conflits et la paix, la mobilisation des ressources nationales et la collecte de données fiables, nécessaires au développement. Tout aussi préoccupante est la situation des jeunes, qui ont de plus en plus de mal à trouver un emploi alors que l'évolution technologique va s'accroissant. Parallèlement à l'APD et aux autres formes de financement du développement, notamment avec la participation du secteur privé, la croissance économique et le développement sont essentiels pour répondre aux besoins des jeunes, dont beaucoup vont s'installer en ville ou partent à l'étranger en quête d'un travail.

37. **M. Miranda** (Vice-Ministre de la coopération au service du développement d'El Salvador) réaffirme que le revenu par habitant est un indicateur trompeur pour mesurer le développement et déterminer l'admissibilité à l'aide. Certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont amélioré leur situation économique et ne peuvent donc plus prétendre à l'aide publique au développement. Pourtant, les inégalités y sont plus marquées que dans toute autre région. La problématique du développement et de la pauvreté comporte de nombreuses dimensions, comme l'éducation, les soins de santé et la technologie, sur la base desquelles on pourrait procéder à une évaluation plus complète du niveau de développement de tel ou tel pays. Les pays de la région travaillent en collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur cette question. Il faut passer d'une logique axée sur la coopération au service du développement à une démarche reposant sur le financement du

développement et envisager de nouvelles options de financement. Les difficultés budgétaires et la question de la dette doivent également être abordées dans le contexte des objectifs de développement durable.

38. **M. Kyslytsya** (Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine) précise que la participation de la société civile est capitale pour le succès de la coopération au service du développement, mais que toutes les organisations de la société civile et organisations non gouvernementales n'offrent pas le même degré de crédibilité.

39. **M<sup>me</sup> Adamson** (Cheffe adjointe de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies), participante, estime que, s'agissant du développement, il faudrait accorder davantage d'attention aux vues de ceux qui travaillent sur le terrain et s'attacher davantage aussi à assurer un accès des organisations non gouvernementales aux ressources financières. L'attitude de l'ONU à l'égard des organisations non gouvernementales doit également s'améliorer.

40. L'Union européenne encourage ses États membres à honorer l'engagement pris de consacrer 0,7 % du revenu national brut à l'APD. En 2017, le montant total des dépenses engagées par l'Union européenne et ses États membres au titre de l'APD a été de l'ordre de 90 milliards de dollars. L'Union européenne voit dans l'ONU la garante de la mise en œuvre du Programme 2030 ; l'Union a pris acte du caractère universel de celui-ci et souhaite que les pays bénéficiaires d'une aide puissent agir de façon plus autonome. La responsabilité de la politique de développement incombe en dernière instance aux gouvernements et à leurs partenaires. L'Union européenne a récemment lancé son nouveau consensus européen sur le Développement, qui regroupe une politique relative à la résilience et un plan d'investissement extérieur. L'objectif de ce dernier consiste à lever 44 milliards d'euros d'investissements publics et privés en Afrique et dans les pays voisins de l'Union européenne d'ici à 2020. L'Union européenne contribue également à hauteur de 500 millions de dollars à un programme mené conjointement avec l'Organisation des Nations Unies en vue de lutter contre la violence sexiste et travaille à l'élaboration de son prochain cadre de financement pluriannuel pour la période 2021-2027.

41. L'Union européenne apporte un soutien budgétaire direct aux autorités nationales en vue de les encourager à allouer davantage de ressources au secteur social. Elle s'appuie sur une conception large de la résilience nationale, dans le but d'améliorer l'état de préparation des États, sociétés, collectivités et individus

à des chocs potentiels – qu'ils soient de nature politique, socioéconomique, environnementale, démographique ou mettent en jeu la sécurité – et de renforcer nettement leur capacité d'adaptation à de tels chocs. On prévoit qu'en 2030, la cause de l'extrême pauvreté sera dans 62 % des cas la fragilisation du cadre de vie ; il est donc d'autant plus nécessaire que la coopération au service du développement, y compris sous la forme de l'APD, prenne dorénavant en compte les risques de catastrophe et de conflit et s'y adapte.

42. Bien qu'elle puisse jouer un rôle important dans la réalisation des objectifs de développement durable, l'APD ne sera jamais suffisante à cet égard. On envisage donc de plus en plus la possibilité d'en amplifier les effets en attirant des capitaux privés. Il faut également s'efforcer d'encourager la bonne gouvernance et les politiques propices à la croissance économique dans les pays en développement. La communauté des donateurs et les gouvernements devraient réfléchir à ce qui pourrait encore être fait pour élaborer des politiques en faveur des jeunes, qui les aide à trouver leur place sur le marché du travail.

43. **M. Griffiths** (Directeur du Réseau européen sur la dette et le développement), participant, souligne que l'aide publique au développement se distingue par le fait qu'elle est une ressource publique axée sur le développement, dont l'utilisation obéit aux principes d'efficacité. Bien qu'il importe de lever des fonds privés, le Programme 2030 est avant tout un appel à la mobilisation en faveur de l'investissement public dans l'éducation et la santé pour tous et à l'accroissement des dépenses publiques consacrées à la protection sociale et aux infrastructures. Le financement de ces dépenses devra naturellement être assuré en premier lieu par les recettes fiscales et par des ressources intérieures. Néanmoins, l'APD est une modalité de transfert de ressources publiques précieuses des pays les plus riches aux pays les plus pauvres. Il est donc impératif que les pays qui s'y sont engagés consacrent effectivement 0,7 % du revenu national brut à l'APD et honorent leurs engagements relatifs à l'action climatique au moyen d'autres ressources que celles qui sont constitutives de l'APD.

44. Environ 32 milliards de dollars d'APD sont officiellement préaffectés et une part substantielle du reliquat l'est de façon officieuse ; en conséquence, l'essentiel des marchés liés à l'aide sont attribués à des entreprises des pays donateurs. Il est impératif que les intérêts commerciaux de ces entreprises ne conduisent pas à une utilisation de l'APD qui la détournerait de sa vocation première, à savoir le développement. L'APD devrait être utilisée dans le respect des principes d'efficacité du développement arrêtés à l'échelle

internationale. L'appropriation nationale est au cœur de ces principes. Une enquête menée par le Forum pour la coopération en matière de développement auprès d'un certain nombre de pays en développement a fait ressortir que 67 % d'entre eux étaient dotés d'un plan de coopération au service du développement et que la plupart des autres s'étaient attelés à l'élaboration d'un tel plan. Toutefois, les pays donateurs ne sont pas toujours enclins à apporter leur appui à ce type de plan, aussi 40 % des pays considérés dans le cadre de l'enquête ont-ils recours à des dispositifs parallèles – ou seulement en partie concordants – pour déterminer l'utilisation qu'il convient de faire de l'aide octroyée. Il faut que les donateurs appuient plus sérieusement les efforts déployés à l'échelle nationale en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. Le financement mixte, qui présente à la fois des ouvertures et des risques, revient à employer des ressources publiques pour subventionner l'investissement privé. Ces financements privés subventionnés ne doivent pas être réservés à un usage particulier et des garanties s'imposent pour que leur utilisation ne revienne pas à un détournement des fonds provenant de l'APD. Le financement mixte n'est pas adapté aux pays à faible revenu, pour lesquels les apports d'APD sont en diminution. En outre, il reste encore à élaborer des modèles d'appropriation nationale pour l'utilisation des fonds issus du financement mixte ; en effet, ce type de financement est distribué par l'entremise d'institutions sur lesquelles les pays en développement n'exercent aucune influence.

45. **M. Gonzalez Peña** (observateur de Cuba) souligne qu'il importe d'atteindre l'objectif consistant à consacrer 0,7 % du revenu national brut à l'APD et d'adopter une méthode multidimensionnelle pour mesurer le développement et la pauvreté. Le fossé Nord-Sud continue d'avoir des répercussions considérables sur les pays en développement. État insulaire doté de peu de ressources naturelles et peuplé de seulement 11 millions d'habitants, Cuba a néanmoins une riche expérience de la coopération internationale, puisque plus de 60 000 de ses techniciens travaillent actuellement dans plus de 60 pays. La communauté internationale devrait s'attacher avant tout à régler les problèmes des pays en développement et des pays les plus vulnérables au lieu d'investir dans la course aux armements.

46. **M. Herawan** (observateur de l'Indonésie) indique que son pays a mené plus de 500 programmes dans des pays en développement depuis 2000 et affirme que la coopération technique Sud-Sud fait partie intégrante de sa stratégie relative au Programme 2030. Un organisme unique chargé de la coopération internationale pour le



développement et doté d'un budget qui devrait atteindre 760 millions de dollars pour les cinq premières années débutera ses activités au second semestre de 2018.

47. **M. Asthana** (Inde) estime que la coopération Sud-Sud ne peut être à elle seule un vecteur majeur de développement ou de réalisation des objectifs de développement durable. Le financement de l'action climatique dans les pays en développement, prévu au titre du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, est distinct de l'aide publique au développement.

48. **M<sup>me</sup> Padilla** (IBON International Foundation) déclare que l'alignement des institutions sur le Programme 2030 devrait signifier que les droits fondamentaux des groupes marginalisés du monde du Sud, notamment les femmes, les peuples autochtones et les populations rurales, sont respectés et que leurs préoccupations sont prises en compte à tous les niveaux de la planification. Les engagements relatifs à l'APD doivent être honorés et il faut impérativement appliquer les principes d'efficacité du développement. À l'heure actuelle, il n'existe aucun moyen de déterminer à quel point les initiatives du secteur privé – et celles qui procèdent d'un financement mixte – sont axées sur le développement en tant que tel. Le secteur privé devrait être soumis aux mêmes normes de transparence et de responsabilité que les autres acteurs du développement. Une grande partie de l'aide mise au profit de ces initiatives est versée par l'intermédiaire d'institutions internationales de développement dont les mécanismes de responsabilisation sont insuffisants, et nombre de projets de développement menés dans le Sud ont une incidence négative sur ceux-là mêmes auxquels ils sont destinés. La communauté internationale, en particulier au niveau des États, doit examiner ces projets de plus près et veiller à l'application du principe de responsabilité dans le cadre de leur mise en œuvre.

49. **M<sup>me</sup> Cederfelt** (observatrice de l'Union interparlementaire) considère que des institutions démocratiques efficaces sont importantes pour le développement et la réduction de la pauvreté. Parallèlement à la tenue d'élections libres et régulières, la participation de tous les groupes sociaux à la prise de décisions et la possibilité pour le Parlement d'appeler les gouvernements à rendre compte de leurs actes sont les caractéristiques d'une démocratie saine.

50. **M<sup>me</sup> Ghartey** (Ghana) estime que les chocs économiques, naturels et autres se gèrent mieux au niveau national, à condition que les institutions soient solides. Cependant, les partenaires de développement montrent peu d'intérêt à l'égard des programmes de prévention. Au Ghana, désormais considéré comme un

pays à revenu intermédiaire, les donateurs attendent que le gouvernement utilise les ressources nationales pour mener évaluations environnementales et activités connexes, et c'est seulement ensuite qu'ils exécutent leurs propres programmes.

51. **M<sup>me</sup> Randel** (cofondatrice et conseillère en stratégie de Development Initiatives) affirme qu'il reste beaucoup à faire pour assurer la transparence en ce qui concerne l'utilisation des financements privés subventionnés au service du développement et le suivi des effets obtenus. Les travaux menés par la Turquie en Somalie illustrent bien l'intérêt que présente le choix par divers partenaires de méthodes adaptées en propre à tel ou tel aspect du développement. La Turquie ait fait preuve d'un plus grand appétit pour le risque que les autres partenaires de développement en Somalie, mais de grandes institutions telles que l'Union européenne sont à même de consentir des investissements beaucoup plus conséquents que les petits donateurs.

52. **M. Griffiths** (Directeur du Réseau européen sur la dette et le développement) dit que c'est grâce à la mobilisation de l'opinion publique par la société civile que les partis politiques et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont consenti à ce que 0,7 % du revenu national brut soit consacré à l'APD. Le Réseau européen sur la dette et le développement, qui réunit 46 organisations non gouvernementales de l'Europe entière, s'emploie principalement à encourager les donateurs à ne pas préaffecter l'aide au développement de telle sorte qu'elle soit utilisée le plus judicieusement possible et que l'APD recueille en conséquence l'adhésion de la population. Il est urgent d'améliorer la transparence des financements privés et, à cette fin, le Réseau adhère aux principes de la passation de marchés ouverte afin de rendre publics tous les aspects des contrats d'aide au développement, à l'exception des points véritablement confidentiels.

53. **M<sup>me</sup> Adamson** (Cheffe adjointe de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies) dit que la définition d'orientations claires, des politiques cohérentes et une gouvernance de qualité sont nécessaires pour que les autorités nationales, en collaboration avec la société en général et avec l'appui de la communauté internationale, soient en mesure d'évaluer les progrès accomplis et de recenser les lacunes observées en matière de développement. Il faut remédier au manque de données statistiques susceptibles d'éclairer de tels examens. En ce qui concerne les changements climatiques, l'Union européenne devrait montrer l'exemple en produisant et en consommant de façon responsable, et en axant davantage l'aide au développement sur l'adaptation. Les

donateurs devraient renforcer les capacités de résilience existantes dans les pays en développement au lieu de se contenter d'exécuter leurs propres programmes. La proposition d'instauration d'une assurance sécheresse au Mali et au Niger est un bon exemple de ces solutions créatives auxquelles il faudra de plus en plus souvent faire appel pour accroître la résilience.

54. **M. Miranda** (Vice-Ministre de la coopération au service du développement d'El Salvador) dit qu'un conseil a été créé en El Salvador, avec pour mission d'adopter une politique nationale relative aux changements climatiques. Ses membres comptent des parlementaires et des représentants du clergé, de partis politiques et de groupes de protection de l'environnement ; la lutte contre les changements climatiques et l'action menée en faveur du renforcement de la résilience nécessitent en effet un large consensus social. Le moment est venu d'examiner tous les aspects du financement du développement et, sur cette base, de mettre en place une stratégie pour la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030.

55. **M. Kyslytsya** (Vice-Ministre des affaires étrangères Ukraine) exhorte les divers organes internationaux compétents à s'exprimer davantage d'une seule et même voix. Les questions à l'examen dans le cadre du Forum pour la coopération en matière de développement devraient également être abordées par le Conseil de sécurité et les organes conventionnels des droits de l'homme. Les objectifs de développement durable ne sauraient être atteints sans une coordination accrue au niveau international.

56. **M<sup>me</sup> Randel** (cofondatrice et conseillère en stratégie de Development Initiatives) observe qu'en dépit des beaux discours sur le financement mondial et national, ce sont les pauvres qui financent l'essentiel de leur propre développement. Il faut donc examiner de plus près les options et possibilités de financement local susceptibles d'être proposées à ceux qui sont les plus démunis pour leur permettre d'échapper à l'exclusion.

*La séance est levée à 13 heures.*